

LES PROMESSES DU BUSINESS VERT
LES GÉANTS DE L'ÉNERGIE SE TRANSFORMENT

1964

RAFFINERIE DE FEYZIN, RHÔNE
Située près de Lyon, cette raffinerie mise en service en 1964 fonctionne toujours à plein régime: 5 millions de tonnes de pétrole brut y sont traitées par an. Et si Total n'envisage pas de développer le site, il ne compte pas non plus s'en passer.



TOTAL

COMMENT LE GROUPE PÉTROLIER SE RACHÈTE UNE CONDUITE

Accroissement des investissements dans les énergies renouvelables, retrait des activités les plus polluantes: Total affiche sa volonté de devenir un *géant de l'énergie responsable*.

2017

CENTRALE SOLAIRE MIYAKO SOLAR, JAPON
Cette centrale équipée de plus de 76 000 panneaux solaires à haut rendement peut fournir de l'énergie à plus de 8 000 foyers japonais. Elle appartient à Total Solar, filiale de Total dédiée à 100% au solaire.



PHOTOS: ISABELLE BOIT/PHOTONISTUS/AFR. PIERRE-OLIVIER/CAPA PICTURES/TOTAL



LES PROMESSES DU BUSINESS VERT

LES GÉANTS DE L'ÉNERGIE SE TRANSFORMENT

SOLAIRE Depuis 2011, Total a pris le contrôle du fabricant californien de panneaux solaires SunPower. Cela lui permet d'équiper notamment les toits de ses stations-service afin de les rendre autonomes lorsque c'est possible.



ÉOLIEN Après avoir pris, en 2017, 23% de la société Eren Renewable Energy, spécialisée dans les énergies renouvelables, Total a annoncé en février dernier qu'il venait de monter un consortium industriel avec le danois Orsted et le belge Elicio pour construire un parc éolien en mer du Nord.

C

→ e n'est ni la première, ni certainement la dernière initiative d'une longue série. En février dernier, Total s'associait à deux producteurs d'énergie renouvelable pour répondre à un appel d'offres portant sur un projet de parc éolien de 600 mégawatts au large de Dunkerque. L'année précédente, il prenait le contrôle de 74% de Direct Energie, le plus gros des fournisseurs alternatifs français d'électricité et de gaz, pour 1,4 milliard d'euros. En 2017, il rachetait 23% du français Eren Renewable Energy, qui exploite des parcs éoliens et des fermes solaires à l'international...

C'est en 2011 que la multinationale a commencé ses grandes manœuvres sur l'échiquier de la transition énergétique. Cette année-là, Total débourse 1,33 milliard d'euros pour prendre le contrôle du fabricant californien de panneaux solaires SunPower. En à peine dix ans, le pétrolier est devenu un énergéticien de premier plan, à grands coups de rachats et de partenariats. «En investissant dans les batteries, les panneaux solaires, la distribution d'électricité, Total s'inscrit dans une logique d'intégration verticale qui lui a réussi dans le pétrole», analysent Samir Bouzalmata et Stéphane Ferdin, spécialistes respectivement des énergies renouvelables et des hydrocarbures au groupe Crédit agricole. «Par ses choix, la major française se distingue de ses homologues amé-

ricaines, constate de son côté Jean-Michel Gauthier, professeur affilié à HEC Paris et spécialiste de l'énergie: Total anticipe un basculement majeur vers l'électricité pour préserver le climat quand Exxon parie sur les hydrocarbures devenus moins polluants grâce à la technologie.»

Afin d'accompagner ce virage,

Total a créé une branche regroupant les métiers dits «bas carbone», à savoir le gaz, les énergies renouvelables et l'électricité. Ce regroupement se justifierait par la complémentarité du gaz avec le vent et le soleil, qui ne produisent que par intermittence. Sachant que la demande pour l'électricité bas carbone va croître plus vite que la demande globale en énergie, la major donne donc la priorité au gaz et aux renouvelables pour y répondre. À l'horizon 2040, Total prévoit ainsi que le gaz naturel représentera entre 45 et 55% des ventes mondiales en volume, les produits pétroliers (incluant les biocarburants) 30 à 40%, l'électricité bas carbone (incluant celle issue du gaz) 15 à 20%... «Total ne change pas réellement de business model et continue de fonder l'essentiel de sa croissance sur les énergies fossiles. Et assimiler le gaz à une énergie bas carbone au prétexte qu'elle en émet moins que le charbon, c'est tromper l'opinion», s'insurge Jérôme Frignet, directeur programme pour Greenpeace France. Même s'il en



GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ Total extrait du méthane, moins polluant que le charbon, d'une gigantesque usine au nord du cercle polaire. Une fois liquéfié par refroidissement à -160 °C, le gaz est transporté par 15 méthaniers brise-glace dans le monde entier.

émet moins que le charbon, le gaz est en effet une énergie fossile qui rejette entre 10 et 50 fois plus de CO₂ que l'éolien selon le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

En vue d'améliorer son bilan carbone, la multinationale actionne cependant d'autres leviers. Elle investit dans l'efficacité énergétique, les biocarburants, le captage, le stockage et la valorisation du CO₂. Et même dans la préservation ou la restauration d'écosystèmes servant de puits de carbone. D'amont en aval, l'énergéticien tisse sa toile avec pragmatisme mais bute comme ses concurrents sur les limites de la tech-

TOTAL POSSÈDE DÉSORMAIS UNE BRANCHE REGROUPANT SES MÉTIERS DITS «BAS CARBONE»

nologie et les aléas des marchés. Tout d'abord, les énergies renouvelables à zéro émission sont souvent intermittentes: leur production ne peut donc s'adapter à la demande. «Cela exige d'énormes investissements et les rendements sont faibles», pointe aussi le P-DG de Total, Patrick Pouyanné*. «Cela exige d'énormes investissements et les rendements sont faibles», pointe aussi le P-DG de Total, Patrick Pouyanné*. Ensuite, stocker de grandes quantités d'électricité en batterie demeure cher et compliqué. Quant à la pile à combustible, certes compacte et garante d'une autonomie élevée, elle requiert au préalable de fabriquer de l'hydrogène, pour un coût prohibitif. Enfin, les investissements dans les renouvelables sont aléatoires. Contrôlé par Total, le fabricant de panneaux solaires SunPower, englué dans une guerre des prix avec les fabricants chinois, essuie de lourdes pertes.

Pour toutes ces raisons, Total ne se voit pas renoncer de sitôt au pétrole, qui pèse encore 60% de son activité. «On fait les deux (le pétrole et le bas carbone, NDLR) parce qu'on a les moyens de le faire», résume le P-DG. Et aussi «parce qu'on ne va pas tout changer du jour au

lendemain» et qu'il ne faut pas «opposer les énergies». Car, n'en déplaise au climat, le mix énergétique de demain comprendra encore du pétrole et du charbon, insiste Patrick Pouyanné. Reste que ce pragmatisme revendiqué conduit à de grands écarts. D'un côté, Total arrête le charbon au nom de la responsabilité environnementale, de l'autre, la firme maintient à Fort Hills, au Canada, sa participation dans un gisement de pétrole extrait des sables bitumineux. Or, selon une étude de la Commission européenne, leur exploitation «émet 23% de gaz à effet de serre (GES) de plus que le pétrole conventionnel», dénonce-t-on chez Greenpeace.

En France aussi, les initiatives de Total sont régulièrement attaquées par les associations environnementalistes. En reconvertissant son site de La Mède, dans le Midi, en bioraffinerie, Total pensait avoir trouvé la solution pour y maintenir l'emploi et promouvoir les biocarburants. Las, l'approvisionnement du site avec de l'huile de palme, qui contribue à la déforestation en Asie du Sud-Est, a

créé une nouvelle polémique. Et alors que la France elle-même ne respecte pas l'accord de Paris sur le climat, Total persistait récemment malgré les critiques à forer au large de la Guyane française, sur le fragile récif corallien amazonien. La firme vient d'y renoncer, non pour des raisons environnementales mais parce qu'elle n'y a pas trouvé de pétrole. Et même le système de rémunération de Patrick Pouyanné, censé accorder désormais plus de poids à la performance environnementale, manque de cohérence aux yeux des experts. «Sachant que Total entend contribuer à l'application de l'accord de Paris qui requiert d'utiliser moins de gaz et de pétrole, il est étrange qu'une partie du bonus de son P-DG se fonde encore sur le développement des hydrocarbures», pointe Andrew Grant, analyste chez Carbon Tracker, un organisme qui suit la transition énergétique des entreprises.

Pour sa défense, Total peut faire valoir d'autres engagements environnementaux. Il affirme désormais passer ses investissements au crible d'une taxe carbone, ce qui peut l'amener en théorie à renoncer aux projets les plus néfastes pour le climat. À l'instar de Shell et de Repsol, le français a mis en place un indicateur de l'intensité carbone de ses produits énergétiques, avec comme ambition de réduire cette intensité par unité d'énergie produite de 15% entre 2015 et 2030, puis de l'ordre de 25 à 35% en 2040. Carbon Tracker regrette cependant que ces objectifs n'empêchent pas ces producteurs de continuer d'investir dans des énergies fossiles qui accroissent les GES, alors même que le respect de l'accord de Paris impose de les réduire immédiatement. L'urgence climatique attendra donc des jours meilleurs, «business is business». Mais Total, qui se positionne dans ses plaquettes comme la «major de l'énergie responsable», devra aussi patienter pour mériter vraiment ce titre. **©**

Frédéric Brillet

* Mardis de l'Essec, intervention du 9 janvier 2018.